

**DEBOUT
LA FRANCE!**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE INDÉPENDANTE
AU SERVICE D'UNE « CERTAINE IDÉE DE LA FRANCE »



Dans ses « Mémoires d'espoir », le général De Gaulle écrivait : « Ce que j'avais réalisé, moyennant d'âpres efforts, quant à l'indépendance, aux rangs et aux intérêts de la France fut aussitôt compromis. Faut du ressort grâce auquel nous tenions debout, c'est à satisfaire les autres qu'en somme s'employait le régime. Bien entendu, il trouvait pour couvrir cet effacement, les idéologies voulues : l'une au nom de l'unité de l'Europe, liquidant les avantages que nous avaient valu la victoire ; l'autre sous prétexte de solidarité atlantique, soumettant la France à l'hégémonie des Anglo-Saxons. »

Ce texte écrit il y a plusieurs décennies n'a jamais été autant d'actualité au moment où notre pays se dissout dans une Union européenne à la fois autoritaire et suicidaire. À nous de rendre à la France son indépendance et sa grandeur !

Notre politique étrangère ne doit poursuivre qu'un seul objectif, la défense de l'intérêt supérieur de la nation : c'est à dire sa sécurité, ses débouchés et approvisionnements, sa place dans le concert des nations et sa vision du monde, fondée sur des principes universels qui l'ont toujours guidée au fil de sa longue histoire.

LE CONSTAT



« Il y a un pacte vingt fois séculaire entre la grandeur de la France et la liberté du monde »

La « grandeur », c'est non seulement l'indépendance nationale et la capacité de l'assurer au mieux, notamment à travers nos relations avec les autres pays, tous les autres pays, mais c'est aussi « la voix de la France » qui retentit, parfois à contre-courant, mais qui est toujours nécessaire à l'équilibre du monde.

La « grandeur », c'est aussi la capacité à promouvoir la paix, le droit des peuples, y compris les plus faibles, à disposer d'eux-mêmes et c'est enfin la diversité culturelle et linguistique, affirmée à travers le monde, et que vient enrichir la Francophonie, riche de fantastiques promesses.

Le général de Gaulle, visionnaire, avait anticipé le monde multipolaire dans lequel nous vivons et où nous pourrions prospérer si nous adoptions une politique étrangère ambitieuse, qui donne la priorité aux intérêts de la France.

Mais, ces dernières années, la France s'est égarée en se soumettant à une ligne unique, inspirée par les États-Unis et animée par une Union européenne sans âme ni personnalité, alignée totalement sur son « protecteur » et qui l'a éloignée de ses intérêts propres.

La France ne peut et ne doit souscrire à une vision stratégique germano-européenne étriquée, contradictoire et sans but précis non seulement à cause de son histoire et de sa destinée propre toujours d'actualité, mais aussi à cause de sa présence bien réelle sur les cinq continents – plus de 11 millions de km² sur les deux hémisphères, avec 500 îles sur tous les océans.

Aujourd'hui, au lieu d'assumer notre rang et de défendre pied à pied nos intérêts, nos gouvernants ont renoncé à tout pour nous placer dans l'orbite d'une Union européenne elle-même déjà sortie de l'histoire.

Nous laissons la Chine nous écraser de son poids économique sans réagir et sans même en discuter en tête-à-tête avec elle.

Nous laissons les États-Unis piller nos fleurons industriels et nos technologies avec notre assentiment.

Nous laissons l'Union européenne décider pour nous et nous devenons muets sur la destinée de bon nombre de parties du monde.

Nos dirigeants acceptent l'affaiblissement.

Nos dirigeants acceptent notre disparition graduelle de la scène mondiale.

Nos dirigeants acceptent que la voix de la France se fasse fluette et sans souffle.

Charles De Gaulle, en 1938, écrivait déjà : « ...peu à peu, nous prenons l'habitude, du recul, de l'humiliation au point qu'elle nous devient une seconde nature. »

Ainsi, aujourd'hui encore, à force de s'habituer à voir notre pays comme le simple élément d'un tout supérieur, comme le 1% du monde à qui rien n'est plus possible seul, comme une simple extrémité occidentale de la masse eurasiatique, enfermée dans un isthme étroit, nos dirigeants ont commis une erreur grossière : ils omettent sa vocation mondiale pourtant reconnue, celle de « la grande nation », avec laquelle nous avons plus que jamais le devoir de renouer.

La France est grande lorsqu'elle le veut et quand elle est indépendante

C'est par conséquent en articulant une vision claire de nos intérêts appuyée sur une diplomatie volontariste avec une politique de défense autonome que nous assurerons le maintien de notre rang en tant que puissance.

Oui, il est plus que temps de renouer avec une politique étrangère à l'ambition universelle qui doit :

- Prendre toute la mesure de ses possibilités et de ses responsabilités.
- Faire entendre sa voix singulière dans la redistribution des cartes du monde.
- Relever tout particulièrement le défi du continent africain si proche de nous.
- Tirer le meilleur parti d'une Francophonie prometteuse, comme de la richesse que représentent les 2,5 millions de Français de l'étranger.



UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE INDÉPENDANTE AU SERVICE DU SEUL INTÉRÊT NATIONAL

- 1 **Affirmer notre outil diplomatique tout d'abord en rebâtissant un corps diplomatique professionnel, solide et efficace** et en assurant au ministère des Affaires étrangères les moyens nécessaires pour conduire une diplomatie active, tant politique qu'économique. Cet effort sera complémentaire de celui consenti avec l'outil de défense. *(voir le volet Défense du projet).*
- 2 **Sortir du commandement militaire intégré de l'OTAN** pour rebâtir une défense nationale autonome.
- 3 **En finir avec cette Union Européenne technocratique et autoritaire pour reconstruire avec les États volontaires, une Europe des Nations libres et des coopérations concrètes, à la carte.**
- 4 **Réussir la paix en Ukraine et relancer un partenariat avec la Russie** tant nos intérêts sont communs et nos atouts sont complémentaires.
- 5 **Réaffirmer le principe du droit de tous les peuples, sans exception, à disposer d'eux-mêmes**, ainsi que le respect du multilatéralisme pour relever les défis globaux.
- 6 **Défendre la souveraineté de la Grèce et de Chypre pour Stabiliser la Méditerranée orientale.**
- 7 **Gagner la guerre contre le terrorisme islamiste et les narcotrafiquants en s'attaquant notamment aux flux financiers qui les nourrissent.**
- 8 **Retrouver notre voix au Proche Orient** en œuvrant à un accord de paix durable entre Israël et les Palestiniens et protéger les Chrétiens d'Orient.
- 9 **Donner du poids à l'Union Méditerranéenne** entre les pays francophones (France, Liban, Maroc, Algérie, Tunisie), latins (Espagne, Italie) et francophiles (Malte, Croatie, Grèce, Égypte) afin de réaliser une politique de codéveloppement et de régler :
 - Les problèmes de navigation internationale,
 - Le transit énergétique,
 - Les flux migratoires,
 - La gestion des ressources halieutiques,
 - Le commerce et les trafics illicites.
 - La pollution chimique.
- 10 **Lancer un grand partenariat avec l'Afrique** (Cf. Volet Afrique). Pour cela :
 - Sortir de l'impasse de la repentance et de la culpabilisation postcoloniale par un dialogue franc permettant de régler les questions passées pour aller de l'avant et défendre nos intérêts communs ;
 - Cesser de faire la morale à nos partenaires africains ;
 - Renforcer notre coopération avec les pays africains qui le souhaitent, afin de favoriser la transformation sur place des matières premières et éviter l'explosion des flux migratoires dans les prochaines décennies ;
 - Renforcer les partenariats des Universités françaises et des Centres français de recherche sur place (IRD, CIRAD...) avec les universités africaines.
- 11 **Affirmer la présence française dans la zone Asie-Pacifique**, nouvel enjeu du monde, face à la montée en puissance d'autres nations et développer notre coopération avec l'Inde, la Chine et l'Indonésie de façon à soutenir l'équilibre régional. À cet effet :
 - Protéger nos territoires avec détermination dans cette partie du monde ;
 - Adopter une posture stratégique vigilante et ferme quant aux risques régionaux et globaux que pourraient générer les tentations hégémoniques de la Chine ;
 - Développer, dans le cadre de la francophonie, la coopération avec le Vietnam, le Cambodge et le Laos.

12

Consolider notre partenariat avec les Amériques

- Donner la priorité au renforcement des liens avec nos parents et amis du Québec (francophonie, culture, économie...);
- Bâtir une relation de franchise et de respect réciproque avec les États-Unis ;
- Multiplier les partenariats bilatéraux avec les pays d'Amérique latine et bâtir une nouvelle vision stratégique et mondiale autour d'alliances avec des pays comme le Brésil ou le Mexique et se rappeler que la France, grâce à ses frontières maritimes, est un pays monde et pas seulement un hexagone européen et sous-dimensionné.



DÉVELOPPER LA FRANCOPHONIE LEVIER DE L'INFLUENCE FRANÇAISE

Atout majeur de puissance, la langue française est présente sur tous les continents avec 300 millions de locuteurs et contribue au rayonnement diplomatique de notre pays. À l'heure actuelle l'organisation internationale de la francophonie (OIF) n'est pas assez considérée comme une priorité par la diplomatie française. En faisant du développement et de la protection de la langue française un axe de notre politique, nous aurons l'assurance de resserrer nos liens politiques avec les États qui ont la langue française en partage, pour faire face ensemble aux défis de demain et de demeurer un pôle culturel majeur à l'échelle mondiale.

13

Renforcer les coopérations entre pays francophones dans les secteurs de demain : éducation supérieure, nouvelles technologies, notamment le numérique, transition énergétique.

14

Concentrer l'aide française au développement sur les pays francophones et francisant, notamment d'Afrique, placer l'AFD sous le contrôle direct du ministre des Affaires étrangères et mettre fin aux gaspillages de l'aide multilatérale financée par la France mais gérée par l'Union européenne.

15

Renforcer les partenariats entre RFI, France 24 et TV5 Monde, pour créer un grand média de la francophonie qui ferait résonner la culture française dans le monde entier.

16

Maintenir le niveau de crédits à la langue française comme outil d'influence (écoles et lycées ; filières universitaires ; instituts et centres de langue et de culture, de recherche et de soins, Alliances françaises et importantes O.N.G aux buts analogues).

Dans tous les pays qui ont une vocation mondiale, la langue est un outil d'influence alors que paradoxalement la France, aujourd'hui, restreint ses crédits tandis que les autres les augmentent.

- 17 **Maintenir nos efforts, au sein des organisations internationales (ONU, OMC, UNESCO)** pour défendre ce que nous estimons être nos objectifs et nos intérêts, comme par exemple l'exception culturelle française, qui protège le secteur culturel d'un libre-échange qui serait dévastateur.
- 18 **Faire respecter avec intransigeance le statut du français langue officielle et de travail dans diverses institutions internationales, européennes au premier chef**, plus encore depuis le Brexit. Ne plus utiliser que le français dans les échanges officiels, tout en maîtrisant les autres langues.
- 19 **Imposer une part prépondérante en français dans toutes les formations diplômantes des universités et grandes écoles françaises.**
Remettre à sa juste place la langue française, c'est à dire la première et prioritaire, dans les écoles maternelles, primaires, secondaires et professionnelles, en accroissant sensiblement les horaires d'étude, les niveaux de formation des maîtres et l'exigence de qualité, l'efficacité de méthodes d'apprentissage éprouvées.
- 20 **Proposer une loi renforcée de protection du français** (sur le modèle de l'ancienne loi Toubon), et la faire appliquer en instituant un véritable « droit à l'expression en français », notamment dans les entreprises.
- 21 **Promouvoir la communication scientifique en français** : ne subventionner aucun colloque se tenant en France ou au sein de la francophonie qui exclurait le français.
- 22 **Enjoindre aux administrations publiques de ne pas traiter les documents de travail reçus uniquement en langue étrangère**, et de ne répondre systématiquement qu'en français.
- 23 **Imposer un niveau suffisant, officiellement attesté (à l'identique du TOEFL américain) de connaissance du français à l'entrée des candidats étrangers à l'immigration légale.**

RETROUVEZ NOS AUTRES PROPOSITIONS !



www.debout-la-france.fr

DEBOUT LA FRANCE · BP 80479 · 75327 PARIS CEDEX 07
01 84 16 02 24 · courrier@debout-la-france.fr · www.debout-la-france.fr